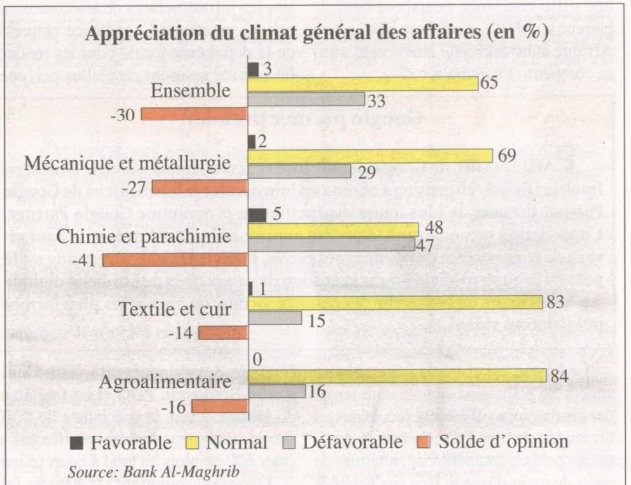
Climat des affaires: Après les promesses, les patrons attendent du concret

- **L'apurement des crédits TVA et l'amélioration des délais de paiement... peuvent être des déclics**
- **Dans l'industrie, les dirigeants toujours peu portés sur l'investissement**
- **Au 3e trimestre, le PIB a progressé de 1 point en dessous de son rythme l'année dernière**



Les industriels comme les entreprises des autres secteurs doivent composer avec une activité économique moins dynamique que l'année dernière. Le PIB a progressé de 2,8% au troisième trimestre soit 1 point de moins qu'à la même période en 2017. L'enquête de Bank Al-Maghrib dans le secteur laisse apparaître des tensions persistantes sur les trésoreries des entreprises

LE climat des affaires dans l'industrie est resté maussade au troisième trimestre. L'appréciation des industriels s'est effritée au fil des mois avec un solde d'opinions négatif de 30% au troisième trimestre selon l'enquête de Bank Al-Maghrib. Les industriels comme les entreprises des autres secteurs doivent composer avec une activité économique moins dynamique que l'année dernière, ce qui affecte les carnets de commande. Le PIB a progressé de 2,8% au troisième trimestre soit 1 point de moins qu'à la même période en 2017. Hors agriculture, le rythme demeure lent et se situe en dessous de 3%. La consommation des ménages, principal moteur de la croissance, a ralenti à 3,5% (4,5% au 3e trimestre 2017). Ce ralentissement de l'activité s'ajoute à des tensions persistantes sur les trésoreries des entreprises. L'enquête de Bank Al-Maghrib confirme la détérioration dans l'industrie. Tout cela participe à l'atonie de l'investissement. La hausse de la formation brute de capital a freiné à 2,1% entre juillet et septembre. Les dépenses d'investissement dans l'industrie ont stagné au troisième trimestre pour la moitié des chefs d'entreprise sondés. Elles étaient en baisse pour un 1 sur 4 sur la même période. Les anticipations des dirigeants pour le quatrième trimestre ne sont guère optimistes puisque 3 patrons sur 4 prévoient une stagnation ou une baisse de leurs investissements.

La politique monétaire accommodante de Bank Al-Maghrib et les mesures des dernières lois de finances pour rétablir la confiance des chefs d'entreprise et les inciter à relancer l'investissement n'ont eu que peu d'effets. Le gouvernement espère avoir plus de succès en s'attaquant, entre autres, au problème du crédit de TVA. Un montant de 9,3 milliards de DH sera injecté dans la trésorerie des entreprises. Au-delà de l'apurement du stock, l'Etat s'engage aussi à respecter la réglementation en la matière! L'autre piste d'amélioration porte sur les délais de paiement. Sur ce volet, Mohamed Benchaâboun, ministre des Finances, a assuré de la volonté de réduire les délais de paiement de l'Etat, des collectivités locales et des entreprises publiques. Il reste à la traduire sur le terrain. Le retour à des pratiques vertueuses dans le public comme dans le privé pourrait huiler la machine économique. Cependant, les maux de nombreuses entreprises sont bien plus profonds que les difficultés de trésorerie. ❑

F. Fa